



lundi 5 décembre 2016

Cirque électoral et lutte de classe

Satisfaisant ! Voilà comment Hollande a osé qualifier son mandat, avant de renoncer à se présenter à la prochaine présidentielle.

Hollande dépose le bilan

De fait, la renonciation de Hollande ressemblait plutôt à un dépôt de bilan. Et pour cause, ces cinq années n'ont vu que des attaques contre le monde du travail, toujours au service des plus riches. Allongement à 43 années du temps de travail nécessaire pour toucher une retraite à taux plein, facilitation des licenciements avec augmentation du chômage à la clef, stagnation des salaires, suppressions de droits syndicaux.

La liste n'a fait que s'allonger, pour culminer cette année avec cette loi Travail que nous avons combattue dans la rue au printemps dernier. Autant de lois pro-patronales qui confortent les profits des uns pour mieux écraser les autres. Sans parler, en se couchant devant la propagande du Front national, de cette honteuse chasse aux migrants, qui cherche à diviser les exploités en leur désignant comme boucs émissaires les plus démunis.

La chasse aux places

Plus royalistes que le roi, les candidats se bousculent, à droite et à gauche, pour prendre la suite du monarque déchu. Valls, par exemple, celui qui envoyait ses flics contre les manifestants au printemps dernier et a gouverné à coup de 49.3, joue des coudes. Avec Fillon, la droite fait de la surenchère en disant vouloir supprimer 500 000 postes de fonctionnaires. Ah, pas dans la police ni l'armée. Donc où ça ? Dans l'Éducation ? Les hôpitaux ? Là où le sous-effectif et les suppressions de postes ont déjà des conséquences catastrophiques ? Le CDI ferait aussi l'objet d'une attaque en introduisant de nouvelles clauses extensives de licenciements.

Nos luttes à venir

Face à ce marasme politique où tous les candidats se bousculent pour mieux plaire au Medef, il n'y a rien à attendre du résultat de la

prochaine présidentielle. C'est en nous mobilisant sur notre terrain, celui de la lutte de classes, que nous pouvons faire face au rouleau compresseur des attaques patronales et gouvernementales.

Le programme de Philippe Poutou, candidat ouvrier du NPA

Voilà ce que Philippe Poutou, le candidat du Nouveau parti anticapitaliste, porte-parole de la combativité et la détermination ouvrière, défendra au cours de cette campagne électorale. Avec un programme de sauvegarde du monde du travail, qui se décline en quelques points essentiels :

- Interdiction des licenciements et des suppressions de postes ;
- Partage du travail entre tous sans diminution de salaire ;
- Hausse des salaires, d'au moins 300 euros mensuels pour tous, et salaire minimum d'au moins 1 700 euros mensuels ;
- Embauche définitive des précaires (intérimaires, CDD, prestataires...) ;
- Création des dizaines de milliers de postes et embauches nécessaires dans les services publics.

Ces revendications sont autant d'objectifs accessibles dans un contexte de généralisation des luttes. Car faire se rejoindre les mobilisations, ne pas les laisser éparées, faire converger nos luttes, voilà l'autre volet du programme défendu Philippe Poutou.

Ce programme, celui des travailleurs et des travailleuses de tous les horizons, ne cherche pas à s'incarner dans une personne providentielle. Il s'inspire de nos luttes récentes et à venir et sera fait de ces multitudes de combats se joignant ensemble pour remettre ce monde sur ses pieds. Parce que nos vies valent plus que leurs profits !

La température monte

Hier en équipe B, les quatre caristes bobines et le pontier ont arrêté le travail à cause du froid. Ils se sont ensuite retrouvés à une petite dizaine de caristes avec les RU, RG et le RF. Le responsable fabrication a reconnu des problèmes de chauffage et a promis les 16°C pour demain... Dans le cas contraire, les caristes étaient décidés à arrêter de nouveau de travail. Un exemple à suivre !

Réaction collective

La semaine dernière, en équipe de nuit, la direction a voulu sanctionner un CI qui refusait d'aller sur un autre poste. Mal lui en a pris : une dizaine de ses camarades l'ont soutenu, face au RU de LDD puis au RG, qui a même menacé de retirer 20 minutes sur les paies, sans réussir à impressionner personne. Il a du reculer. La solidarité a fait ses preuves, nous n'avons pas à subir individuellement les pressions pour pallier le manque de personnel. La polyvalence est le refrain de la direction, opposons lui un slogan : non aux suppressions de postes !

Chômage fiscal

Des H- sont encore prévues les 22 et 23 décembre, et la direction demande même l'aide de l'État sous la forme de l'AP (activité partielle) pour les financer. Mais à peine l'année fiscale 2016 terminée, elle prévoit déjà des H+ Cmod pour début janvier. Difficile d'avoir l'air plus cynique. Leur mépris mérite notre réaction, contre toutes ces séances obligatoires et gratuites, qui peuvent être encore plus nombreuses depuis l'entrée en vigueur du NEC.

PMT : Pipeau, Mensonge et Tromperie

La direction a fait connaître son Plan à Moyen Terme. Mais qu'elle parle de charge de travail « globalement stable » pour certains secteurs, de « décroissance d'heures de production » pour d'autres ou même de « réduction des volumes » puis d'arrêt pour les carters, on ne peut lui accorder aucune confiance. En 2015, le PTM ne parlait même pas de la fermeture du ferrage quelques mois plus tard. Quels que soient les projets des dirigeants de PSA, c'est notre réaction collective qui compte.

Suppression des postes de gardiens

Avec la création du poste de « réception et gestion des flux camions », la direction annonce deux postes de plus en logistique. Mais les deux gardiens qui effectuaient jusqu'à présent cette lourde tâche seront contraints de quitter l'usine et réaffectés sur d'autres sites. Leur entreprise en a été informée dès septembre, mais les intéressés sont prévenus seulement un mois avant leur départ ! La direction

applique avec tout son mépris habituel sa logique de compactage des effectifs, reste à savoir dans quelles conditions travailleront les salariés PSA affectés sur ce nouveau poste.

La loi Travail, une aubaine pour le patronat

L'accord de branche signé entre l'UIMM et certains syndicats à la mi-novembre est une mise en application de la loi Travail dans la métallurgie. Il prévoit la modulation du temps de travail sur trois ans contre un an auparavant, la réduction de 18 semaines à un mois du délai de réflexion pour les salariés se voyant proposer une modification de leur contrat pour motif économique, une mesure qui accélère le licenciement de ceux qui refusent. Le prêt de main d'œuvre figure aussi au menu. Les patrons se félicitent de cette flexibilité accrue, mais la signature de quelques délégués prétendant représenter les salariés n'engage qu'eux. Voilà de quoi reprendre la mobilisation.

Double peine

Trois salariés qui avaient été mis en cause dans l'affaire des « chemises arrachées » des cadres d'Air France en 2015, ont finalement appris leur condamnation à plusieurs mois de prison avec sursis. Ils avaient été licenciés quelque temps auparavant contre l'avis de l'inspection du travail. La direction d'Air France, responsable de la suppression de milliers d'emplois, a exprimé sa « satisfaction »...

En condamnant arbitrairement trois salariés présents dans une manif de plusieurs centaines, en considérant comme un délit la bousculade d'un licencié plutôt que les milliers de suppressions d'emplois, la justice montre une nouvelle fois son caractère de classe, de défenseur de l'ordre social capitaliste.

Alep et Mossoul : théâtres des guerres impérialistes

L'assaut contre Alep continue avec une intensification des frappes commises par le régime d'Assad et son allié russe, détruisant au passage le reste des hôpitaux encore debout. Pendant ce temps, la « bataille de Mossoul », emmenée par coalition internationale dont la France fait partie, se poursuit. L'armée irakienne, appuyée par des milices chiites ou kurdes et par les aviations française et américaine, reprend la ville à Daech. Mais les exactions contre la population sunnite se multiplient, dénoncées par plusieurs ONG dont Amnesty International. À Mossoul comme à Alep, le nombre de victimes civiles ne cesse de croître. Toutes les parties en présence, y compris l'armée française, s'affrontent pour leurs intérêts propres, sur le dos des populations civiles.